



SYNDICAT
MIXTE DES
TRANSPORTS
EN COMMUN
DE L'AGGLO
MÉRATION
GRENOBLOISE

Comité syndical du 10 juillet 2009

Note d'information

Par jugement du 7 juillet 2009, le Tribunal administratif de Grenoble a prononcé **l'annulation de la délibération du 15 décembre 2008** par laquelle le comité syndical du SMTC a approuvé le PDU 2007-2012.

La précédente annulation de novembre 2008 avait été prononcée pour un vice de forme, la présente annulation ne repose que sur des « erreurs de fait » :

- le juge administratif a considéré qu'à la date de la délibération attaquée les délais indiqués dans le PDU pour la réalisation du prolongement de la ligne B (2009) et pour la mise en service de la ligne E (2012), ne pouvaient plus être respectés compte tenu du retard pris dans les phases initiales de ces travaux, même si les délibérations de décalage des programmations ont été prises ultérieurement ;
- partant de là, il a estimé que la prise en compte dans le PDU du coût prévisionnel de ces lignes et leur importance par rapport à l'ensemble des investissements programmés, constituait également une erreur de fait.

Commentaire :

On peut relever que le rapporteur public de la formation de jugement du Tribunal administratif a examiné et rejeté chacun des autres moyens avancés par les requérants, et que les principes fondamentaux du PDU ne sont toujours pas remis en cause.

Il peut être rappelé que le plan de déplacement urbain est un document de planification qui définit les grands principes de l'organisation des transports mais dont la portée juridique est réduite. Par sa jurisprudence constante, le Conseil d'État établit qu'il ne s'impose qu'aux décisions prises en matière de police du stationnement et de gestion du domaine routier (*notamment CE 18/12/2008 Collectif pour la protection des riverains de l'autoroute A184 ; CE 26/10/2007 Que choisir de la Côte d'Or ; CE 27/02/2006 Alclaly*).

Ainsi, les montants prévus au PDU ne sont que des estimations données à titre indicatif. Le PDU n'emporte pas inscription obligatoire de crédits de dépense dans les budgets des organismes concernés.

De plus en l'occurrence, le décalage dans le temps de la réalisation des projets de prolongement de la ligne B et de réalisation de la ligne E, ne remet en cause ni l'esprit, ni la cohérence d'ensemble, ni le contenu même du PDU puisque ces opérations ne subissent aucune modification par rapport aux éléments pris en compte dans le PDU, notamment sur leur tracé.

Seule la programmation financière en est affectée dans le temps.

Considérant que le caractère substantiel de ces erreurs de fait n'est pas établi, le SMTC envisage de faire appel de la décision du Tribunal administratif de Grenoble, devant la cour administrative d'appel.

Par ailleurs, va être engagée l'actualisation du Plan de déplacements urbains.